

**Assemblée générale**

Distr. générale  
13 août 2013  
Français  
Original: anglais

**Conseil des droits de l'homme****Vingt-quatrième session**

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,  
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,  
y compris le droit au développement**

**Rapport du Rapporteur spécial sur les incidences sur  
les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination  
écologiquement rationnelles des produits et déchets  
dangereux, Marc Pallemmaerts**

**Rapport préliminaire\****Résumé*

Le Rapporteur spécial soumet au Conseil des droits de l'homme le présent rapport portant sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux, en application de la résolution 21/17 du Conseil.

Ayant été récemment nommé par le Conseil (septembre 2012), le Rapporteur spécial est appelé à fournir dans son premier rapport au Conseil une synthèse des fondements et du contexte des travaux réalisés dans le cadre de son mandat à ce jour, ainsi que les grandes lignes de la stratégie envisagée pour l'accomplissement ultérieur de sa mission.

Il a notamment l'intention d'organiser dès que possible un certain nombre de consultations afin de lancer le processus d'élaboration d'un guide de bonnes pratiques respectueux de l'environnement en matière de gestion et d'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux, incluant la prise en compte du contenu normatif des obligations relatives aux droits de l'homme liées à cette gestion; ainsi que pour l'établissement de critères appropriés permettant d'identifier ces bonnes pratiques.

---

\* Soumission tardive.



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–6	3
II. Fondements, contexte et tâches du mandat .....	7–16	4
A. Fondements et origine du mandat .....	7–13	4
B. Contexte actuel et portée du mandat .....	14–16	7
III. Cadre normatif national et international du mandat, du point de vue du droit des droits de l’homme et des droits de l’environnement, de la santé et de la protection du consommateur .....	17–52	7
A. Aperçu préliminaire des stades du cycle de vie et des lacunes réglementaires nationales et internationales en matière de produits et de déchets dangereux en vue d’identifier de futurs domaines d’intervention.....	31–39	12
B. Réglementation internationale et règles nationales applicables aux différentes phases du cycle de vie des produits chimiques et aux activités impliquant leur usage.....	40–52	15
IV. Planification du programme des activités menées dans l’exercice du mandat .....	53–59	20

## I. Introduction

1. Dans sa résolution 21/17, le Conseil des droits de l'homme a chargé le Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux d'apporter, dans le cadre de son mandat, des éclaircissements sur les aspects suivants:

a) Les questions relatives aux droits de l'homme que soulèvent les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales en ce qui concerne la gestion et l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux;

b) Le champ d'application des législations nationales se rapportant aux incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux;

c) Les incidences sur les droits de l'homme des programmes de recyclage de déchets, de transfert d'industries polluantes, d'activités industrielles et de technologies d'un pays à un autre, ainsi que les nouvelles tendances dans ce domaine, y compris en matière de déchets électroniques et de démantèlement des navires;

d) La prise en charge et l'aide aux victimes de violations des droits de l'homme en relation avec la gestion et l'élimination écologiquement rationnelles de produits et déchets dangereux;

e) Les ambiguïtés des instruments internationaux qui permettent des mouvements et déversements de produits et déchets dangereux, ainsi que toute lacune nuisant à l'efficacité des mécanismes de règlement internationaux;

f) Les abus et violations des droits fondamentaux dont sont victimes les défenseurs des droits de l'homme en raison de leurs activités liées à la gestion et à l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux.

2. En outre, le Conseil a demandé au Rapporteur spécial de lui soumettre, à sa vingt-quatrième session, un rapport d'activité ainsi que des propositions, des recommandations spécifiques et des solutions durables aux problèmes et aux carences existants nécessitant une intervention immédiate en matière de gestion des produits et déchets dangereux portant atteinte aux droits de l'homme. Le Conseil a également invité le Rapporteur spécial à produire, en consultation avec les parties prenantes concernées et avec l'aide du Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, un guide de bonnes pratiques en matière d'obligations relatives aux droits de l'homme liées à la gestion et à l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux et à le présenter, avec son rapport, à la vingt-septième session du Conseil des droits de l'homme.

3. À sa vingt-et-unième session, le Conseil a désigné Marc Pallemmaerts en tant que Rapporteur spécial pour une période initiale de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012.

4. Conformément à son mandat, le Rapporteur spécial a commencé ses travaux en organisant des réunions informelles avec les parties prenantes, notamment des experts gouvernementaux et des spécialistes du secteur industriel, des praticiens du droit de l'environnement et des droits de l'homme, ainsi que de la gestion des produits chimiques, afin de définir grâce à ce partage d'expériences une approche opérationnelle lui permettant, dans le cadre de son mandat, d'aborder la question des bonnes pratiques en vue d'élaborer un ensemble de lignes directrices dans ce domaine avant la fin de sa mission; un tel résultat étant susceptible de contribuer de manière non négligeable à la promotion et à la protection des droits de l'homme, de même qu'à la sécurité en matière de risques liés à la toxicité des produits chimiques. En outre, répondant à diverses invitations, le Rapporteur spécial a

participé à plusieurs réunions et séminaires traitant des questions dont il a été chargé dans le cadre de son mandat et notamment au 5<sup>e</sup> Forum mondial des droits de l'Homme qui a eu lieu à Nantes (France) en mai 2013, ainsi qu'à une conférence universitaire sur le trafic des déchets dangereux, présentée à Cotonou (Bénin) en septembre 2013. Ces différentes manifestations lui ont permis de rencontrer des acteurs-clés et des experts en matière de gestion et d'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux, ainsi que des organisations non gouvernementales (ONG) actives dans les domaines relevant de son mandat, ce qui lui a permis d'envisager des possibilités de collaboration.

5. Le Rapporteur spécial a l'intention d'organiser un certain nombre de consultations au cours de son mandat, afin de permettre à l'ensemble des parties prenantes (gouvernementales et non gouvernementales) de présenter d'éventuels éléments pertinents pour l'élaboration d'un guide exhaustif de bonnes pratiques en matière de gestion et d'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux, incluant la formulation du contenu normatif des obligations liées à cette gestion en matière de droits de l'homme. Ces consultations devraient faciliter la prise en compte de propositions et de recommandations spécifiques, ainsi que de solutions durables aux problèmes existants et aux carences nécessitant une intervention immédiate en matière de gestion des produits dangereux portant atteinte aux droits de l'homme. À cet égard, le Rapporteur spécial s'est focalisé sur la délimitation de la portée de son mandat en procédant à une analyse approfondie des législations et réglementations environnementales et de santé publique pertinentes en vigueur à l'échelle mondiale, régionale, nationale et infranationale en matière de gestion et d'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux, à tous les stades de leur cycle de vie. Il a ainsi entamé l'établissement d'un état des lieux préliminaire, décrit ci-après, visant à identifier l'existence d'une législation appropriée encadrant ces activités ou la présence de lacunes réglementaires symptomatiques.

6. Le Rapporteur spécial considère qu'il est nécessaire de réfléchir à l'impact des produits dangereux sur l'homme en s'appuyant sur des données réelles, afin de pouvoir proposer des recommandations spécifiques concernant l'adoption de mesures immédiates visant à réduire le nombre de victimes, notamment parmi les enfants. Dans le cadre de ce premier rapport d'évaluation soumis au Conseil, il fournira une synthèse des fondements et du contexte des tâches réalisées à ce jour dans le cadre de son mandat et présentera les grandes lignes de la stratégie et de la méthodologie envisagées pour l'accomplissement ultérieur de sa mission. Les droits de l'homme affectés ont été largement recensés par ses prédécesseurs et afin d'éviter des redondances inutiles, le présent Rapporteur spécial n'abordera pas cette question en détail dans le présent rapport mais attendra plutôt les résultats des demandes de présentation de preuves et des visites sur le terrain avant de rendre compte au Conseil dans ses futurs rapports.

## **II. Fondements, contexte et tâches du mandat**

### **A. Fondements et origine du mandat**

7. Faisant preuve d'une grande clairvoyance, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Déclaration de Stockholm) a été la première à reconnaître en 1972 l'existence d'un lien entre les droits de l'homme et la qualité de l'environnement dans toutes ses dimensions<sup>1</sup> et a notamment déclaré ce qui suit dans son Principe 6: «les rejets de matières toxiques ou d'autres matières et les dégagements de chaleur en des quantités ou

<sup>1</sup> Voir le rapport de John Knox, expert indépendant, sur les droits de l'homme et l'environnement, (A/HRC/22/43).

sous des concentrations telles que l'environnement ne puisse plus en neutraliser les effets doivent être interrompus»; de même qu'elle a lancé dans son Principe 7 un appel visant à empêcher: «la pollution des mers par des substances qui risquent de mettre en danger la santé de l'homme, de nuire aux ressources biologiques et à la vie des organismes marins, de porter atteinte aux agréments naturels ou de nuire à d'autres utilisations légitimes de la mer». Il convient de noter que le Principe 6 déclare en outre ce qui suit: «la lutte légitime des peuples de tous les pays contre la pollution doit être encouragée». Enfin, le Principe 22 adopte une approche axée sur la victime en soulignant ce qui suit: «Les États doivent coopérer pour développer encore le droit international en ce qui concerne la responsabilité et l'indemnisation des victimes de la pollution et d'autres dommages écologiques que les activités menées dans les limites de la juridiction de ces États ou sous leur contrôle causent à des régions situées au-delà des limites de leur juridiction».

8. L'Organisation des Nations Unies considère toujours que la question des produits dangereux est primordiale et la Conférence environnement et développement des Nations Unies qui s'est tenue en 1992 (Sommet de la Terre de Rio) s'est intéressée à ce problème, notamment dans le cadre du Programme Action 21 et de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, dont le Principe 10 précise ce qui suit: «la meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, ... chaque individu doit avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques, y compris aux informations relatives aux substances et activités dangereuses dans leurs collectivités, et avoir la possibilité de participer aux processus de prise de décision» et «un accès effectif à des actions judiciaires et administratives, notamment des réparations et des recours, doit être assuré». Ces dispositions de la Déclaration de Rio sont très importantes et constituent le fondement sur lequel les États membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE) se sont appuyés pour élaborer la Convention d'Aarhus (1998) et le Protocole de Kiev (2003) s'y rapportant (voir ci-après).

9. Le Principe 13 de la Déclaration de Rio exige que les États élaborent une législation nationale en matière de responsabilité et d'indemnisation des victimes de pollution et d'autres dommages environnementaux. Le Programme Action 21 de l'Agenda 21 – le principal autre instrument non contraignant adopté par la Conférence de Rio – souligne dans son Chapitre 19 que «la contamination à grande échelle par des substances chimiques, avec ses graves atteintes à la santé, aux structures génétiques, à la reproduction et à l'environnement, s'est poursuivie ces dernières années dans certaines des principales zones industrielles du monde». Néanmoins, il est clair que les dangers pour la santé des personnes et l'environnement liés à la production et au nombre croissant de substances et de produits chimiques utilisés ne se limitent pas aux zones fortement industrialisées et que ces problèmes touchent aussi les pays en développement, notamment les économies émergentes.

10. En outre, la Déclaration et le Programme d'action de Vienne de 1993 proclament ce qui suit: «le droit au développement devrait se réaliser de manière à satisfaire équitablement les besoins des générations actuelles et futures en matière de développement et d'environnement». De manière plus spécifique, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a reconnu dans sa Déclaration que: «le déversement illicite de substances et de déchets toxiques et nocifs peut constituer une grave menace pour les droits de chacun à la vie et à la santé».

11. La question du trafic illicite et des déversements de produits et déchets dangereux est passée au premier plan des priorités de la politique environnementale à l'échelle internationale au cours des années 1970 et 1980, suite à l'intérêt accordé par les médias à quelques situations spectaculaires de violations graves de droits fondamentaux largement reconnus et internationalisés protégés (tels que le droit à la vie, le droit à la santé et à la

sécurité de la personne) résultant de ce trafic et de ces déversements, en particulier dans les pays en développement, du fait de l'exportation non réglementée ou effectivement illicite de produits chimiques interdits ou strictement réglementés (comme par exemple les pesticides et les biens de consommation traités avec des produits dangereux interdits ou strictement réglementés tels que les agents ignifuges) et, encore plus dramatique, du fait d'événements réels ou prévus de déversements purs et simples de déchets dangereux en Afrique de l'Ouest ou dans les Caraïbes, mettant ainsi en danger la vie et la santé de l'homme. Le Congrès des États-Unis<sup>2</sup> et le Parlement Européen<sup>3</sup> ont tous deux pris des décisions dès la fin des années 70 et le début des années 80 pour exiger des mesures gouvernementales destinées à prévenir ces pratiques choquantes qui se développaient rapidement et devenaient de plus en plus répandues<sup>4</sup>.

12. Le présent rapport d'évaluation n'a pas pour ambition d'explorer en détail les dimensions éthiques et juridiques des déversements de produits toxiques et se contentera de citer les documents stratégiques les plus importants émanant de l'Organisation des Nations Unies, tels que les résolutions de l'Assemblée Générale, ainsi que les résultats négociés lors des principales conférences et sommets de l'ONU. Les instruments auxquels ont abouti les conférences de Stockholm et de Rio ont déjà été cités. L'Assemblée Générale a adopté des documents d'orientation très importants concernant les déversements de produits chimiques dangereux, le premier d'entre eux étant la résolution 34/137 votée en décembre 1979. Le commerce des déchets s'est développé ultérieurement pour culminer au cours de la seconde moitié des années 1980, lorsque les participants au Sommet de l'Organisation de l'unité africaine (désormais Union Africaine) ont fortement réagi contre un projet de déversement planifié de déchets en provenance d'Europe en Sierra Leone et que le Parlement Européen a pris des mesures politiques énergiques en réponse à une tentative de dépôt de déchets européens en Guinée Bissau. De même, des campagnes ont été organisées par des ONG – notamment Greenpeace International – vers la fin des années 1980 et le début des années 1990 jusqu'au Sommet de Rio (1992). Au départ, le déversement de pesticides et de déchets dangereux était discuté dans le cadre de différents forums de concertation et traité par différentes organisations intergouvernementales (OIG). L'unité intrinsèque de la «pollution toxique» de l'environnement mondial n'a été perçue par les scientifiques, les activistes de la société civile et les décideurs que vers la fin des années 1990 et au cours de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. En traitant ces deux questions conjointement dès le départ, le système de protection des droits de l'homme de l'ONU a contribué de manière déterminante à ce changement de perception.

13. En 1995, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (aujourd'hui Conseil des droits de l'homme) a souligné que le déversement illicite de déchets et de produits toxiques et dangereux avait un effet préjudiciable sur la jouissance de plusieurs droits fondamentaux et décidé en conséquence de désigner un Rapporteur spécial ayant pour mission d'examiner ces aspects. La résolution 1995/81 de la Commission a affirmé que le trafic illicite et le déversement de produits et de déchets toxiques et dangereux constituaient une grave menace pour les droits de chacun à la vie et à la santé.

<sup>2</sup> Loi fédérale sur les pesticides (Federal Pesticide Act) de 1978, Pub. L. n° 95-396, 92 Stat. 833.

<sup>3</sup> Résolution du Parlement Européen du 14 octobre 1983 sur l'exportation de diverses substances et préparations dangereuses, J.O. n° C307 du 14 novembre 1983, p. 109.

<sup>4</sup> Voir David Weir et Mark Shapiro, *Circle of Poison (Le cycle de l'empoisonnement)* (Institut pour la politique alimentaire et le développement – San Francisco, 1981); Marc Pallemarts: «Regulating Exports of Hazardous Chemicals: The EU's External Chemical Safety Policy» (La réglementation de l'exportation des produits chimiques dangereux: la politique de sécurité chimique de l'UE) in: Jonathan Golub (éd.): *Global Competition and EU Environmental Policy (La concurrence mondiale et la politique environnementale de l'UE)*, Routledge, Londres/New York, 1998, p. 60-84.

Ultérieurement, la Commission a adopté des résolutions annuelles de suivi de cette question.

## **B. Contexte actuel et portée du mandat**

14. La portée du mandat du Rapporteur spécial a ensuite été révisée en septembre 2011, lors de la dix-huitième session du Conseil des droits de l'homme. Le Conseil a décidé de renforcer le mandat afin de couvrir non seulement les mouvements et déversements de produits et déchets dangereux, mais également l'ensemble du cycle de vie des produits dangereux, de leur production à leur élimination définitive (approche du berceau à la tombe). Ainsi, le libellé du mandat a été modifié et il s'agit donc à présent du: «Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux» (résolution 18/11 du Conseil des droits de l'homme). Sur cette base, le Rapporteur spécial a été chargé de surveiller les effets néfastes de la production, de la gestion, de la manipulation, de la distribution et de l'élimination finale des produits et déchets dangereux sur la pleine jouissance des droits de l'homme, ce qui inclut les droits à l'alimentation, à un logement convenable, à la santé et à l'eau.

15. Du fait de l'augmentation préoccupante de la victimisation, du harcèlement, de la détention arbitraire et même de l'assassinat des personnes militant pour une gestion et une élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux, le Conseil a encore étendu le champ d'application du mandat dans sa résolution 21/17 de septembre 2012, en y incluant la protection des défenseurs des droits environnementaux.

16. Il convient d'identifier clairement les questions ciblées afin que le mandat puisse à la fois répondre aux nouveaux problèmes, tout en continuant à traiter ceux qui méritent encore de retenir l'attention de la communauté internationale. La valeur ajoutée du mandat est son approche fondée sur les droits de l'homme. L'objectif est de susciter une prise de conscience des menaces que font peser les mouvements et déversements de produits et déchets dangereux sur la jouissance des droits de l'homme protégés à l'échelle internationale et, partant, d'éliminer ou de réduire au minimum ces menaces et d'assurer réellement des réparations aux victimes de violations de leurs droits fondamentaux. En mettant l'accent sur les droits fondamentaux des victimes d'expositions à des produits et déchets dangereux, le mandat complète, sans faire double emploi avec elles, les mesures de protection adoptées en matière de droit international de l'environnement. Dans les développements ci-dessous, le Rapporteur spécial décrit et analyse brièvement la portée et l'état actuel de la législation par le biais d'une approche orientée sur le cycle de vie des produits, conformément aux orientations explicites des résolutions 18/11 et 21/17 du Conseil des droits de l'homme.

## **III. Cadre normatif national et international du mandat, du point de vue du droit des droits de l'homme et des droits de l'environnement, de la santé et de la protection du consommateur**

### *Droit international des droits de l'homme*

17. À l'instar de toutes les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, ce mandat s'est toujours appuyé sur une approche privilégiant les droits de l'homme et, dans cette optique, s'est fondé sur les principes reconnus par les différents instruments du droit international des droits de l'homme. L'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme consacre les droits de chacun à la vie, à la liberté individuelle et à la sécurité

personnelle et son article 25 dispose que toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille. L'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques évoque le droit inhérent à la vie et son article 19 garantit le droit à la liberté d'expression.

18. En vertu de l'article 7 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les parties reconnaissent au profit de toute personne le droit de jouir de conditions de travail justes et favorables permettant notamment de lui assurer un niveau de vie suffisant à elle-même ainsi qu'à sa famille, outre la sécurité et l'hygiène au travail. L'article 11 du même document proclame ensuite le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, tandis que l'article 12 reconnaît au profit de chaque personne le droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, notamment par l'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle, ainsi qu'au moyen de la prophylaxie et du traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres, de même que par la lutte contre ces maladies. Enfin, l'article 15 du Pacte dispose que les Parties reconnaissent à toute personne le droit de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications.

19. L'article 11 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes invite à l'adoption de toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans le domaine de l'emploi afin de leur assurer, sur la base de l'égalité, les mêmes droits que les hommes et, en particulier, le droit à la protection de la santé et à la sécurité des conditions de travail, y compris la sauvegarde de la fonction de reproduction. L'article 25 de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille dispose que les travailleurs migrants doivent bénéficier d'un traitement non moins favorable que celui dont bénéficient les nationaux de l'État d'emploi en matière de conditions de travail, ce qui inclut la santé et la sécurité au travail.

20. Il est particulièrement pertinent d'aborder les droits des enfants dans le cadre du présent mandat, en raison de la vulnérabilité bien connue qu'ils présentent en matière de santé, notamment par rapport aux risques toxiques. En vertu de l'article 24 de la Convention sur les droits de l'enfant, les États parties poursuivent la mise en œuvre intégrale de ces droits et s'engagent plus particulièrement à prendre les mesures appropriées en vue de «lutter contre les maladies et la malnutrition, ..., grâce notamment à l'utilisation de techniques aisément disponibles et à la fourniture d'aliments nutritifs et d'eau potable, compte tenu des dangers et des risques de pollution du milieu naturel».

#### *Droits de l'environnement, de la santé et de la protection du consommateur*

21. En ce qui concerne les principaux instruments relatifs à l'environnement, le présent mandat s'est fortement appuyé sur l'application, entre autres, de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontière de déchets dangereux et de leur élimination, adoptée en mars 1989 sous les auspices du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). L'article 4 de cette convention exige que les Parties fassent en sorte que la production de déchets dangereux et autres soit réduite au minimum, qu'elles assurent la mise en place d'installations adéquates d'élimination, et que les personnes chargées de la gestion de ces produits et déchets dangereux prennent les mesures nécessaires pour prévenir la pollution qui en résulte et qu'elles veillent à ce que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et autres soient réduits à un minimum. En totale harmonie avec les principes fondateurs du présent mandat, la Convention affirme ce qui suit: «le trafic illicite de déchets ou d'autres produits dangereux est un acte



criminel»<sup>5</sup>. Il convient de souligner à ce sujet qu'il existe, outre la Convention de Bâle qui a une vocation universelle, d'autres instruments internationaux à l'échelle régionale et sous-régionale, qui sont bien plus restrictifs en matière de mouvements transfrontaliers de déchets et qui assurent une plus grande protection à la santé des personnes et à l'environnement, tels que la Convention de Bamako de 1991, entrée en vigueur le 22 avril 1998 et regroupant actuellement 25 États membres de l'Union africaine.

22. Très peu de règles du droit international conventionnel concernent la prévention et la gestion des risques toxiques et autres risques pour la santé humaine liés à la présence de substances et produits chimiques dangereux ou contenus dans des produits, par opposition à la gestion de ces substances et/ou produits à la fin de leur cycle de vie, c'est-à-dire en tant que déchets ou contenus dans des déchets. Hormis quelques conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT) relatives à la protection des travailleurs contre les produits chimiques et autres dangers pour leur santé sur les lieux de travail – accords conclus dans le cadre du droit du travail international plutôt qu'en matière de droit de l'environnement et dont à peine quelques uns ont été ratifiés<sup>6</sup> – on recense uniquement deux conventions à vocation universelle sur la sécurité des produits chimiques actuellement en vigueur, adoptées récemment et concernant un nombre très limité de substances et de préparations. À cet égard, il convient de noter qu'en général, les gouvernements préfèrent recourir à des formes de coopération internationale et à des instruments facultatifs juridiquement non contraignants. Ainsi, contrairement à la plupart des autres domaines du droit international de l'environnement, il n'existe pas de Convention-cadre sur la réglementation des produits chimiques et des déchets et cette question n'a donné lieu qu'à l'élaboration d'un instrument non contraignant sous les auspices du PNUE, intitulé «Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques» (ASGIPC). Le droit international relatif aux produits toxiques a en fait été élaboré de manière fragmentée et aléatoire de 1986 à 2013, à l'instar du droit environnemental de la mer qui a connu une période de gestation allant de 1950 à 1992. Ce nouveau corpus juridique présente de toute évidence de nombreuses lacunes significatives et a sérieusement besoin d'être approfondi et perfectionné, tout comme le droit environnemental de la mer depuis son lancement jusqu'à l'adoption en 1982 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, une Convention-cadre mondiale communément considérée comme étant la «Constitution mondiale des océans». La principale similarité entre ces deux domaines du droit international de l'environnement réside dans l'absence d'une stratégie complète et détaillée présidant aux prémices de leur élaboration, ainsi que dans l'émergence très progressive d'une prise de conscience de la nécessité d'une cohérence, d'une exhaustivité et d'une unité des textes, parallèlement à l'évolution du droit en la matière. La protection accordée par la Convention-cadre au milieu marin, à savoir la Partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM), n'a en fait été consacrée qu'une décennie après la Conférence de Stockholm (1972).

23. De la même manière, il n'y a eu aucune tentative de formulation d'une feuille de route ou d'un plan général concernant l'élaboration de la législation nécessaire à l'échelle

<sup>5</sup> Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les déchets toxiques sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme (E/CN.4/2001/55, par. 58).

<sup>6</sup> Par exemple, les textes suivants de l'OIT: la Convention n° 148, concernant la protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail, la Convention n° 162 concernant la sécurité dans l'utilisation de l'amiante, la Convention n° 170 concernant la sécurité dans l'utilisation des produits chimiques au travail, la Convention n° 174 concernant la prévention des accidents industriels majeurs, la Convention n° 176 concernant la sécurité et la santé dans les mines et la Convention n° 169 relative aux peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants.

mondiale et régionale en matière de droit international relatif aux produits toxiques avant que les États ne commencent à négocier, en 1986, la première convention à vocation universelle dans ce domaine, à savoir la Convention de Bâle. L'adoption de cette Convention en 1989 a été suivie par la négociation de divers traités régionaux et sous-régionaux qui s'en sont inspirés dans le même domaine, à commencer par la Convention de Bamako de 1991 (Union africaine). L'élaboration du droit international du commerce des déchets a été suivie par l'apparition de règles internationales contraignantes relatives au commerce international des produits chimiques interdits ou strictement réglementés, comme par exemple la Convention de Rotterdam de 1998 qui, à son tour, a été suivie par la négociation, également sous les auspices du PNUE, de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) conclue trois ans plus tard (2001). Cependant, ce n'est qu'à l'issue de l'adoption de la première génération de textes du droit international conventionnel dans le domaine du contrôle des produits chimiques que la communauté internationale a perçu la nécessité d'une approche globale et lancé le processus de négociation ayant mené à l'adoption d'un instrument-cadre juridiquement non contraignant connu sous le nom d'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (ASGIPC). Ce processus a été lancé à Johannesburg en 2002 par le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (Plan de mise en œuvre de Johannesburg), dont le paragraphe 23 (reproduit en annexe aux conclusions de la conférence de Doubaï) constitue l'ossature de la politique universelle émergente en matière de produits chimiques, considérée comme un renouvellement des «engagements» inscrits dix ans plus tôt au chapitre 19 du Programme Action 21. Cependant, ce chapitre 19 ne dit presque rien sur la nécessité d'un droit international contraignant destiné à renforcer le cadre normatif de la gestion des substances chimiques. Il n'a pas directement appelé à négocier une convention sur le consentement préalable en connaissance de cause, adopté par le Conseil d'administration du PNUE (décision 18/12) trois ans après la Conférence de Rio. Le paragraphe 23 du Plan de mise en œuvre de Johannesburg dispose que les États doivent agir «afin que d'ici à 2020 les produits chimiques soient utilisés et produits de manière à ce que les effets néfastes graves sur la santé des personnes et l'environnement soient réduits au minimum grâce à des méthodes scientifiques et transparentes d'évaluation et de gestion des risques, compte tenu du principe de précaution énoncé au principe 15 de la Déclaration de Rio (...)».

24. La Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux faisant l'objet d'un commerce international, qui est entrée en vigueur le 24 février 2004 et regroupe actuellement 153 États membres, a introduit une réglementation internationale relative à l'importation, à l'exportation, à l'étiquetage et la gestion de certains produits chimiques interdits ou strictement réglementés dans de nombreux pays pour protéger la santé des personnes ou l'environnement, dont certains ont été décrits comme étant «extrêmement dangereux» à cause des graves impacts qu'ils peuvent avoir sur la santé ou l'environnement dans les conditions dans lesquelles ils sont utilisés dans les pays en développement en tant que préparations pesticides. Les substances faisant l'objet des dispositions de la Convention de Rotterdam en tant que préparations sont identifiées par le biais d'une procédure d'évaluation internationale, puis inscrites sur les listes de la Convention. Tous les États membres reçoivent alors des informations détaillées relatives aux produits en question et sont invités à soumettre au Secrétariat de la Convention leur décision concernant l'importation future de ces produits. Le Secrétariat informe toutes les Parties des décisions qui lui sont transmises conformément à cette procédure et il est exigé par la Convention que les Parties exportatrices prennent les mesures législatives ou administratives appropriées pour s'assurer que les exportateurs relevant de leur juridiction donnent suite à ces décisions.

25. Il s'agit là du fondement du processus de «consentement préalable en connaissance de cause» mis en place par la Convention de Rotterdam. Outre la conformité à cette procédure, la Convention exige que les Parties fournissent une «notification d'exportation» à la Partie importatrice lorsqu'un produit chimique interdit ou strictement réglementé par une Partie exportatrice est exporté à partir de son territoire. Les Parties exportatrices doivent également prendre des mesures pour s'assurer que les produits chimiques dangereux, lorsqu'ils sont exportés, sont soumis à des règles d'étiquetage spécifiques propres à assurer la diffusion des renseignements voulus concernant les risques et/ou les dangers pour la santé des personnes ou pour l'environnement, compte tenu des normes internationales applicables en la matière et sans préjudice des conditions exigées à cet égard par la Partie importatrice.

26. La seconde convention à vocation universelle relative aux produits chimiques est la Convention de Stockholm de 2001 sur les polluants organiques persistants (POP). Au total, 178 États et l'Union européenne sont aujourd'hui liés par cette Convention, qui est en vigueur depuis le 17 mai 2004. Son champ d'application couvre un nombre limité de substances, à savoir les produits issus de la chimie organique de synthèse qui possèdent des propriétés toxiques, résistent à la dégradation, s'accumulent dans les organismes vivants et sont propagés par l'air, l'eau et les espèces migratrices par-delà les frontières internationales et déposés loin de leur site d'origine, où ils s'accumulent dans l'environnement. Les POP couverts par la Convention de Stockholm sont pour la plupart des pesticides organochlorés, mais il s'agit également de produits à usage industriel, tels que les polychlorobiphényles (PCB), ainsi que de produits rejetés involontairement lors de procédés thermiques faisant intervenir des matières organiques et du chlore, comme les dioxines et les furannes. La plupart des POP sont également inscrits sur les listes de la Convention de Rotterdam et par conséquent soumis à la procédure du consentement préalable en connaissance de cause.

27. Les Parties à la Convention de Stockholm s'engagent à prendre une série de mesures pour réduire ou éliminer les rejets issus d'une production intentionnelle de POP, ainsi que ceux qui résultent de la production involontaire de ces substances. Dans certains cas, il peut y avoir une interdiction totale de la production, de l'utilisation et de l'importation/exportation de ces substances; ou bien une restriction de ces activités; tout comme peuvent être décidées d'autres mesures techniques visant à réduire le volume total des rejets d'origine anthropique de POP involontairement produits, afin de réduire leur volume au minimum et, si possible, aboutir à leur élimination finale. Des exemptions provisoires spécifiques sont accordées à certains produits et/ou usages pour lesquels les Parties considèrent qu'il n'y a pas d'autre solution. Les Parties qui souhaitent bénéficier de ces exemptions doivent en aviser le Secrétaire de la Convention.

28. Du point de vue des droits de l'homme, certaines dispositions de la Convention POP méritent une attention particulière. Ainsi, l'article 6 de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) évoque les mesures à prendre pour réduire ou éliminer les rejets émanant de stocks de produits chimiques et de déchets, tandis que l'article 9 précise que les informations concernant la santé et la sécurité des personnes, ainsi que l'environnement, ne sont pas considérées comme étant confidentielles. Plus important encore, l'article 10 insiste sur l'information, la sensibilisation et l'éducation du public (notamment les femmes, les enfants et les personnes les moins instruites) aux POP et à leurs effets sur la santé et l'environnement, ainsi qu'aux solutions de remplacement. La Convention de Rotterdam inclut également certaines dispositions, dont la formulation apparaît relativement timide, concernant l'accès du public aux informations, la responsabilisation des décideurs et la transparence des processus de décision gouvernementaux. Son objectif consiste à «encourager le partage des responsabilités et la coopération entre les Parties» à travers «l'échange d'informations» entre autorités

compétentes des États plutôt qu'à réglementer la gestion des produits chimiques sur le terrain au niveau de chaque État.

29. Le mandat se réfère également à la Convention d'Aarhus de 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement élaborée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE), qui se situe à l'intersection du droit international des droits de l'homme et du droit international de l'environnement. Cette convention consacre les droits d'accès à l'information, de participation du public à la prise de décision et d'accès à la justice en matière environnementale afin de contribuer à protéger les droits des générations présentes et futures de vivre dans un environnement propre à assurer leur santé et leur bien-être. En cas de menace imminente pour la santé ou l'environnement, imputable à des activités humaines ou due à des causes naturelles, toutes les informations susceptibles de permettre au public de prendre des mesures pour prévenir ou limiter d'éventuels dommages qui sont en possession d'une autorité publique doivent être diffusées immédiatement et sans délai aux personnes qui risquent d'être touchées. Il convient de noter que la Convention ne concerne pas uniquement les États européens, car la région de la CENUE inclut les États-Unis, le Canada, Israël, la Turquie, le Tadjikistan, le Turkménistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan, ainsi que les anciennes Républiques soviétiques d'Asie Centrale.

30. En ce qui concerne la collaboration avec les différentes parties prenantes, la résolution 21/17 reprend toutes les résolutions précédentes relatives au mandat en matière d'encouragement à une coopération étroite avec le PNUE, ainsi qu'avec d'autres organismes pertinents de l'Organisation des Nations Unies, tels que l'OIT et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'accomplissement de la mission objet du mandat. Ainsi, la collaboration avec le PNUE a été fructueuse en ce qu'elle a notamment porté sur l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques, ce qui a représenté une assistance technique essentielle. Les titulaires de mandats ont également participé à certaines réunions de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques (CIGPC). Les Secrétariats des différentes conventions environnementales ont également facilité des synergies pertinentes entre les missions à accomplir au titre du mandat par rapport à la portée de ces instruments et le titulaire du mandat a participé à diverses Conférences des États parties auxdites Conventions. Le Rapporteur spécial a l'intention de renforcer la collaboration actuelle avec ces partenaires et de promouvoir de nouvelles synergies, ainsi que de renforcer l'engagement des organisations de la société civile ayant apporté leur soutien au mandat.

#### **A. Aperçu préliminaire des stades du cycle de vie et des lacunes réglementaires nationales et internationales en matière de produits et de déchets dangereux en vue d'identifier de futurs domaines d'intervention**

31. Les risques pour la santé et l'environnement engendrés par les produits dangereux utilisés de manière extensive sont généralement décelés a posteriori, à l'issue d'une dispersion à grande échelle de grandes quantités de ces produits dans le milieu, portant ainsi atteinte à la jouissance des droits de l'homme ou entraînant des effets néfastes sur les écosystèmes. En conséquence, la réglementation de la gestion des risques liés aux produits chimiques est généralement adoptée à l'issue de la production et de la commercialisation de ces substances et vise normalement à limiter l'exposition des personnes et des écosystèmes, ainsi qu'à réduire les émissions et restreindre ou interdire les usages les plus nocifs. Ceci explique l'émergence de la controverse en cours à propos du «principe» ou de «l'approche»

(désignation choisie par quelques gouvernements) de précaution, fondée sur le Principe 15 de la Déclaration de Rio.

32. La réglementation relative aux substances et produits chimiques dangereux couvre différents stades du cycle de vie de ces substances et produits, ainsi que diverses activités au cours de ce cycle. Le concept de cycle de vie (ou du berceau à la tombe, pour citer la résolution 18/11 du Conseil des droits de l'homme) ne s'est généralisé que tardivement dans l'histoire des politiques et du droit de l'environnement, suite au développement des stratégies environnementales relatives aux produits. En matière de politiques environnementales internationales et de droit international de l'environnement, cette notion a commencé à émerger uniquement en tant qu'effet secondaire des conflits entre politiques environnementales et commerciales, qui ont donné lieu au premier litige Environnement c. Commerce, soumis à l'époque aux groupes spéciaux du GATT, désormais remplacés par l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La reconnaissance universelle du cycle de vie des produits en tant que concept de politique publique et de l'analyse du cycle de vie en tant qu'outil des politiques orientées produit date du Sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable (août-septembre 2002).

33. Le Plan de mise en œuvre de Johannesburg comporte un chapitre important et féroce négocié relatif aux modes de production et de consommation durables, incluant les politiques produits à la «boîte à outils» du développement durable et intégrant l'application des approches du cycle de vie et de la précaution au domaine de la démarche qui a fini par être connue – à contre-pied de la logique – sous le nom de consommation et production durable (CPD), comme si la consommation d'un produit ou d'un service pouvait précéder sa production. Chaque producteur sait qu'une telle conception de l'activité industrielle n'est pas fondée. Cependant, le présent rapport étant axé sur une approche fondée sur les droits de l'homme par rapport aux politiques de gestion des produits et déchets et non sur les subtilités des instruments de la politique environnementale, l'acronyme CPD sera utilisé pour une meilleure lisibilité, car il est aujourd'hui d'usage largement courant, non seulement à l'échelle universelle (CDD et PNUE) mais également dans le jargon politique de l'Union européenne, qui a lancé un plan d'action CPD il y a six ans, après s'y être engagée à Johannesburg<sup>7</sup>.

34. Ceci nous amène au concept de produits et déchets dangereux auquel se réfère la définition du mandat qui, il convient de le rappeler concerne les «incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux». Il s'agit en premier lieu de procéder à une distinction fondamentale entre produits et déchets. Cette question a fait l'objet de débats houleux lors des négociations de la Convention de Bâle (1989), lorsque la communauté internationale devait convenir d'une définition générale de la notion de déchet, incluant une identification spécifique des déchets dangereux. Le débat universel qui a eu lieu au sein du PNUE à propos de la définition des déchets a reflété les discussions antérieures auxquelles avait donné lieu cette même question fondamentale au sein des pays – pour la plupart industrialisés, membres de l'OCDE – qui ont été les précurseurs de l'élaboration de la législation et de la réglementation relative à la gestion des déchets au cours des années 1970.

35. Il est important de signaler d'emblée qu'au cours du processus d'élaboration de cette politique, différentes conceptions relatives à la signification du terme «déchet(s)» se sont

<sup>7</sup> Communication de l'Union européenne concernant le Plan d'action pour une consommation et une production durables et pour une politique industrielle durable, Doc. UE, COM(2008) 397 final, 16 juillet 2008.

affrontées et que les définitions convenues au sein des forums internationaux de l'époque, tels que la Communauté économique européenne (CEE) – ancêtre juridique de l'Union européenne – ou l'OCDE, qui étaient à l'avant-garde des négociations intergouvernementales visant à concevoir une réglementation et une stratégie de gestion des déchets, reflètent les différentes tentatives de conciliation de ces points de vue divergents. Les définitions de la Convention de Bâle constituent un compromis précaire entre des visions concurrentes à la fois au sein de la CEE et de l'OCDE, mais également parmi les pays industrialisés et les pays en développement et entre ces deux groupes de pays. Il convient à ce niveau de souligner que la Convention de Bâle s'applique non seulement aux déchets qu'elle définit comme dangereux, mais également à ce qu'elle appelle les «autres déchets» qui correspondent en fait aux déchets généralement définis dans le cadre des législations environnementales internes comme des déchets ménagers<sup>8</sup> qui, en tant que tels, sont soumis au plan national/interne à une réglementation fondamentalement différente de celle à laquelle obéissent les déchets industriels résultant d'une activité économique professionnelle. Cependant, le fait d'opposer les déchets ménagers aux déchets dangereux ne devrait pas suggérer que les premiers sont par définition non dangereux. En effet, les déchets ménagers contiennent diverses quantités de produits et matières dangereuses qui peuvent générer un risque pour la santé des personnes ou pour l'environnement s'ils ne sont pas gérés d'une manière écologiquement rationnelle. Ces déchets sont appelés «autres déchets» par la Convention de Bâle parce que les États membres de la CEE et d'autres États membres de l'OCDE avaient des définitions divergentes des déchets ménagers et des résidus résultant des pratiques d'élimination ou, plus tard, des activités de recyclage ou des procédés de réutilisation.

36. Le terme «dangereux» appliqué à des substances ou à des produits peut également avoir plusieurs significations. Le sens le plus général fait référence à des substances ou à des produits ayant des propriétés qui présentent un risque notable pour les êtres humains ou pour l'environnement. Dans un sens plus spécifique, le terme «substance dangereuse» renvoie à certaines substances identifiées et classées conformément aux critères techniques de danger pour la santé humaine, la sécurité et l'environnement. Aux fins du présent mandat, le Rapporteur spécial, comme ses prédécesseurs, utilisera ce terme dans son sens le plus général au lieu de souscrire à un ensemble particulier de critères techniques, variables d'un pays à l'autre, d'une culture à l'autre, voire d'une personne à une autre. La notion de danger et son corollaire, le risque, sont fortement contextuels. Ainsi, le mandat n'est pas fondé exclusivement sur des compromis juridiques et politiques particuliers résultant de contextes spatio-temporels spécifiques liés aux processus de négociation des critères techniques de gestion des produits et déchets. En conséquence, les «substances et déchets radioactifs» qui sont explicitement exclus du champ d'application du système normatif de la Convention de Bâle<sup>9</sup> sont traités dans le cadre du présent mandat comme tous les autres produits et déchets dangereux.

37. Certaines règles environnementales et/ou réglementations relatives à des produits et destinées à protéger le consommateur s'appliquent à une «substance individuelle unique», tandis que d'autres s'appliquent à des «préparations» ou à des «mélanges» de substances. D'autres règles couvrent également l'utilisation de produits chimiques en tant que «composantes de biens, d'articles ou de produits de consommation» qui ne sont pas de simples mélanges de produits chimiques. Dans sa définition opérationnelle des substances dangereuses, le Rapporteur spécial a prévu d'inclure les substances proprement dites, les mélanges de substances, ainsi que la simple présence de ces substances dans d'autres produits.

<sup>8</sup> Article 1, 2) et Annexe II de la Convention de Bâle.

<sup>9</sup> Article 1, 3) de la Convention de Bâle.

38. Il y a une dizaine d'années, un comité d'experts a développé sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies (CENUE et Conseil économique et social de l'ONU) le Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH) qui distingue «quatre catégories de dangers»: les dangers physiques, les dangers pour la santé et pour l'environnement et les autres dangers. Parmi les dangers pour la santé des personnes, ce système distingue la toxicité aiguë, comme celle qui cause une corrosion ou une irritation cutanée, des irritations ou lésions oculaires graves ou une sensibilisation respiratoire ou cutanée, ainsi que la mutagénicité, la cancérogénicité, la toxicité pour la reproduction et la toxicité systémique pour certains organes cibles.

39. Dans certaines législations relatives à la «protection de l'environnement aquatique» (eaux salées et eaux douces), la notion de «produits dangereux» se réfère à des substances qui présentent un danger particulier pour l'environnement aquatique, du fait de leur nature toxique persistante et/ou de leur tendance à s'accumuler dans les organismes vivants.

## **B. Réglementation internationale et règles nationales applicables aux différentes phases du cycle de vie des produits chimiques et aux activités impliquant leur usage**

40. **Développement et essais:** de nombreux pays disposent aujourd'hui de lois qui imposent aux fabricants et importateurs de produits chimiques de procéder à des essais toxicologiques et écotoxicologiques avant de produire et/ou de commercialiser des substances décrites comme «nouvelles» et d'en communiquer les résultats aux autorités pour leur permettre d'évaluer les risques pour la santé et l'environnement engendrés par ces substances. Ce type de réglementation préventive des risques chimiques a été introduit aux États-Unis en 1976 par la loi sur le contrôle des substances toxiques (*Toxic Substances Control Act*). En 1977, l'OCDE a recommandé à ses États membres de mettre en place des procédures nationales d'évaluation systématique des effets des nouveaux produits chimiques avant leur mise sur le marché afin d'anticiper et de limiter les risques liés à ces produits. La Communauté européenne a ensuite adopté en 1979 une Directive prévoyant l'obligation d'une notification préalable et de comptes-rendus réguliers aux autorités nationales compétentes des États membres afin qu'elles puissent évaluer les caractéristiques chimiques et les dangers de ces produits pour la santé des personnes et l'environnement. S'appuyant sur ce système reconnu de réglementation des produits chimiques, l'Union européenne a adopté plus récemment une réglementation exhaustive en matière d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation des produits chimiques (en anglais: Registration, Evaluation, Authorization and restriction of Chemicals – REACH) qui définit non seulement les obligations des fabricants, mais également celles des utilisateurs aval des produits chimiques et exige une notification obligatoire des données correspondantes (selon une échelle à plusieurs niveaux de seuils quantitatifs de production) à un organisme spécialement créé à cet effet, à savoir l'Agence européenne des produits chimiques (en anglais: European Chemicals Agency, ECHA) basée à Helsinki.

41. **Importation:** dans le cadre des réglementations nationales, l'importation de produits chimiques est généralement soumise aux mêmes conditions que la mise sur le marché de produits fabriqués sur le territoire du pays importateur. En vertu du droit international, seule l'importation de substances ou de produits s'inscrivant dans le champ d'application des conventions de Rotterdam ou de Stockholm est soumise à des règles spécifiques. Les produits faisant l'objet de la procédure PIC (consentement préalable en connaissance de cause) en vertu de la Convention de Rotterdam doivent ainsi être autorisés par une décision explicite de l'autorité nationale désignée de la Partie importatrice, qui doit édicter des mesures législatives ou administratives appropriées pour que les décisions relatives à l'importation de ces produits soient prises en temps opportun. En outre, selon la Convention

de Stockholm, les POP ne peuvent être importés par les Parties contractantes que sur autorisation et pour une finalité prévue par les exceptions figurant aux annexes à cet accord ou à des fins d'élimination écologiquement rationnelle, conformément aux dispositions pertinentes de cet instrument.

42. **Production:** en droit international de l'environnement, la production de substances ou de produits chimiques dangereux est rarement réglementée en tant que telle. L'attention du législateur se porte généralement sur certaines phases du cycle de vie des produits autres que la production. Cependant, l'évolution récente des politiques environnementales a provoqué une prise de conscience croissante de la nécessité d'éliminer à la source certains risques inacceptables, en interdisant la production de substances dont les risques pour la santé des personnes et l'environnement ne peuvent être maîtrisés de manière efficace par d'autres mesures. Le premier exemple dans l'histoire du droit international de l'environnement concerne les substances réduisant la couche d'ozone, dont la production et la consommation ont été limitées en 1987 par le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Le Protocole de Montréal vise l'élimination progressive (de 1994 à 2040) de la production et de la consommation de 96 produits chimiques ayant pour effet de réduire la couche d'ozone. Cependant, les Parties peuvent continuer à produire des quantités limitées de la plupart de ces substances afin de répondre à leurs besoins s'il s'agit d'utilisations «essentielles» pour lesquelles n'auraient pas encore été identifiées d'alternatives. Pour sa part, la Convention de Stockholm prévoit l'élimination de toute production volontaire de POP, sauf en ce qui concerne certaines exemptions spécifiques provisoirement autorisées pour certaines Parties dans le cadre d'usages particuliers. Par exemple, les Parties qui le souhaitent peuvent continuer à produire du DDT uniquement pour la lutte contre les vecteurs pathogènes (lutte antivectorielle) et conformément aux recommandations et lignes directrices de l'OMS en la matière.

43. **Émissions des procédés industriels:** les émissions de polluants provenant des installations industrielles font partie des domaines les plus anciens de la réglementation environnementale. Certains polluants pour lesquels des normes d'émission ont été prescrites par la législation de lutte contre la pollution applicable aux sources industrielles sont en fait des substances dangereuses faisant également l'objet d'autres réglementations. Les valeurs limites d'émissions fondées sur la meilleure technologie disponible sont appliquées en droit international, ainsi qu'en droit communautaire et au niveau des législations nationales. Sur le plan international, la Convention de Stockholm exige que les Parties contractantes réduisent le volume total des rejets d'origine anthropique de POP produits involontairement dans le cadre de certains procédés industriels impliquant des matières organiques et du chlore afin de réduire leur volume et, si possible, les éliminer complètement par un ensemble de mesures technologiques spécifiées en annexe dudit instrument.

44. **Utilisation dans les procédés industriels:** l'impact des substances dangereuses sur la santé et l'environnement peut être réduit en limitant ou en interdisant l'usage de ces substances dans certains procédés industriels, lorsqu'existent des substituts ou des procédés de remplacement. Ces restrictions étaient d'abord destinées à protéger la santé des travailleurs. C'est ainsi que l'OIT a adopté en 1921 une Convention interdisant l'usage de certains pigments à base de plomb dans les travaux de peinture industrielle afin de prévenir l'exposition des ouvriers au risque d'empoisonnement par le plomb. En 1971, une autre Convention a été adoptée par l'OIT pour restreindre l'usage du benzène ou de produits à base de benzène dans certaines activités industrielles, tout en exigeant le remplacement de ces produits carcinogènes par des produits de remplacement moins nocifs. Plus récemment, de telles mesures ont également été adoptées en vue de protéger l'environnement, comme il est possible de le constater en ce qui concerne la Convention de Stockholm ou encore à la lumière des décisions intergouvernementales prises en application de conventions



régionales pour la protection de l'environnement marin visant à interdire l'utilisation de chlore élémentaire pour le blanchiment industriel de pulpe de papier afin de prévenir la formation de dioxines et autres composés organiques chlorés toxiques.

45. **Utilisation dans les produits ou les préparations:** de nombreuses substances dangereuses sont utilisées comme composantes de préparations ou d'autres produits de consommation de masse ou pour certains usages professionnels. Lorsqu'un risque considéré inacceptable pour les consommateurs ou l'environnement résulte de l'utilisation de tels produits du fait de la présence de substances dangereuses, des mesures législatives sont souvent adoptées pour les interdire ou en limiter l'usage. Ainsi, par exemple, pour la prévention de la pollution atmosphérique, la CENUE a adopté en 1991 le Protocole relatif à la lutte contre les émissions de composés organiques volatils ou leurs flux transfrontaliers, fondé sur l'engagement des Parties à adopter des mesures destinées à modifier la composition d'un certain nombre de produits contenant des solvants (tels que les peintures, les vernis et adhésifs) en réduisant l'utilisation des composés organiques volatils (COV) nuisibles pour l'atmosphère et en encourageant l'utilisation de produits ayant une faible teneur en COV. Un second protocole à la Convention de Genève de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (CPATLD) a été adopté en 1998: il concerne les métaux lourds et limite l'utilisation du plomb en tant qu'additif pour l'essence. Une autre bonne raison justifiant l'interdiction de l'utilisation des substances dangereuses en tant que composants de certains produits tient au risque de dispersion de ces substances dans l'environnement à la fin du cycle de vie desdits produits, lorsqu'ils deviennent des déchets.

46. **Stockage:** le stockage de grandes quantités de produits chimiques dangereux représente toujours un risque grave pour la santé et l'environnement que les législateurs nationaux ont bien l'intention de maîtriser en adoptant des mesures de précaution appropriées. Après l'accident chimique de Seveso en Italie (1976), la CEE a adopté, en consultation et en collaboration avec les autorités publiques, une directive exigeant l'adoption de mesures destinées à identifier et réduire les risques d'accidents par les exploitants de sites industriels où sont présentes des substances dangereuses au-delà de certains seuils spécifiques. Cette directive a été renforcée depuis cette date et a inspiré l'adoption de mesures similaires dans la législation internationale, comme par exemple les dispositions de la Convention d'Helsinki de 1992 sur les effets transfrontières des accidents industriels, qui regroupe actuellement 40 États européens et l'Union européenne ou encore la Convention n° 174 (1993) de l'OIT sur la prévention des accidents industriels majeurs, qui n'a cependant été ratifiée à ce jour que par 17 États membres de cette organisation internationale.

47. **Emballage et étiquetage:** l'emballage et l'étiquetage des produits chimiques constituent un aspect fondamental de la sécurité chimique. Les normes correspondantes sont les premières à avoir été élaborées pour réduire les risques résultant de ces produits, d'abord pour protéger la santé et la sécurité des utilisateurs et ensuite pour préserver l'environnement. Elles sont destinées à garantir une identification correcte des produits et à informer les utilisateurs quant aux risques et aux précautions à prendre pour ce qui est de leur manipulation. Ces normes se fondent sur la classification des produits dans différentes catégories de risques. L'harmonisation de ces normes et de leurs systèmes de classification à l'échelle internationale a été lancée pour faciliter le commerce et le transport international des produits chimiques dans des conditions sûres. En 1953, le Conseil économique et social de l'ONU a créé à cet effet un Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, qui a proposé des recommandations ainsi qu'un «Modèle de réglementation» concernant cette activité, incluant l'établissement de normes pour la classification, l'emballage et l'étiquetage des produits chimiques susceptibles de faire l'objet d'opérations de transport international. Le mandat de ce comité a été élargi et révisé en 1999, ce qui a abouti à lui confier l'élaboration du Système général harmonisé de classification et

d'étiquetage des produits chimiques (SGH), adopté à Genève en décembre 2002. Son objectif est de classer «tous les produits chimiques» en fonction de leurs dangers inhérents et de proposer un système d'étiquetage approprié utilisant des symboles dont la signification est universellement acceptée pour protéger les personnes contre les risques liés à une mauvaise gestion de ces produits. Il convient néanmoins de souligner que le SGH est un instrument non contraignant du point de vue juridique. Des dispositions contraignantes en matière de classification, d'emballage et d'étiquetage des produits dangereux ont d'abord vu le jour aux États-Unis, en Europe et dans d'autres États membres de l'OCDE. La Directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (juin 1967) est demeurée en vigueur jusqu'à son remplacement récent par le nouveau système normatif connu sous le sigle REACH, incluant la substitution de la directive de 1967 par une nouvelle réglementation directement applicable, à savoir le Règlement de l'Union européenne sur la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances chimiques et de leurs mélanges (CLP). Au niveau du droit international conventionnel, il existe peu de règles spécifiques relatives à l'emballage et à l'étiquetage des produits chimiques. Cependant, la Convention de Rotterdam (voir ci-dessus) exige que les Parties soumettent les produits exportés à partir de leurs territoires à des règles d'étiquetage concernant les risques et dangers pour la santé des personnes et l'environnement «compte tenu des normes internationales applicables en la matière», ce qui peut être interprété comme une référence implicite au SGH (même si ce dernier n'avait pas encore été adopté en 1998, lors de l'adoption de la Convention sur le consentement préalable en connaissance de cause) et aux dispositions pertinentes du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides (FAO).

48. **Transport:** le transport international de substances et produits chimiques dangereux est la première activité à avoir été soumise à une réglementation internationale, pour des raisons de sécurité, mais également pour faciliter le commerce international. Les recommandations relatives au transport de marchandises dangereuses ont été élaborées au milieu des années 1950 par un comité d'experts constitué à cet effet par l'ONU. Elles ont inspiré l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) adopté en 1957 par la CENUE, ainsi que d'autres instruments similaires concernant le transport par mer et par air, respectivement élaborés dans le cadre du forum de l'Organisation maritime internationale (OMI) et de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

49. **Mise sur le marché:** il est rare de trouver des dispositions concernant la mise sur le marché en droit international conventionnel. En général, les instruments internationaux réglementent l'utilisation ou la production des produits chimiques, ainsi que leur commercialisation. La commercialisation des produits a lieu avant leur utilisation. Il s'agit cependant d'un champ logique d'intervention des autorités publiques qui souhaitent éviter les risques liés à leur utilisation, sans tenter d'en interdire la production. L'interdiction ou la limitation de la mise sur le marché d'un produit chimique peut prendre différentes formes et elle est souvent associée à une restriction ou à une interdiction concomitante de son utilisation. La Convention de Rotterdam distingue les produits chimiques «interdits» dont tous les emplois entrant dans une ou plusieurs catégories ont été interdits par une mesure de réglementation finale afin de protéger la santé des personnes ou l'environnement, de ceux qui sont «strictement réglementés», c'est-à-dire dont tous les emplois entrant dans une ou plusieurs catégories ont été interdits par une mesure de réglementation finale afin de protéger la santé des personnes ou l'environnement mais pour lesquels certaines utilisations précises demeurent autorisées. Du point de vue de l'élaboration de la législation environnementale, on a pu constater que la réglementation relative à la commercialisation des produits chimiques intervenait généralement a posteriori ou en aval après observation d'effets nocifs inacceptables; sauf en ce qui concerne certaines catégories de produits pour

lesquels des systèmes de contrôle a priori ou en amont ont été prévus, fondés sur des procédures de certification ou d'homologation exigées avant toute mise sur le marché. Ceci est notamment le cas dans de nombreux pays en matière de pesticides, qui ne peuvent en principe être mis sur le marché qu'à des fins bien définies approuvées par les autorités compétentes en la matière. À ce sujet, les normes internationales non contraignantes émanant de la FAO et de l'OMS recommandent de restreindre la commercialisation de certaines substances particulièrement dangereuses, y compris en limitant leur usage à certaines catégories d'utilisateurs professionnels sur la base d'une évaluation des risques liés aux conditions d'utilisation du produit applicables dans chaque pays particulier. Selon le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides (FAO), il peut être nécessaire d'interdire la vente et l'achat de produits fortement toxiques/dangereux si d'autres mesures de contrôle (ou les bonnes pratiques de commercialisation) sont insuffisantes pour garantir l'absence de tout risque inacceptable pour les utilisateurs lors de la manipulation de ces produits.

50. **Exportation en tant que produit ou composants de produits:** ce n'est que récemment que le droit de l'environnement et la législation relative à la protection des consommateurs se sont intéressés à la réglementation de l'exportation des substances et produits chimiques. Le commerce international de produits et de substances chimiques a échappé à la réglementation. En droit international de l'environnement, le premier exemple de réglementation de l'exportation de certains produits chimiques est le Protocole de Montréal de 1987, interdisant l'exportation de ces substances vers les États qui n'en sont pas parties. Dès les années 1980, certains pays industrialisés ont commencé à réglementer l'exportation des produits chimiques dangereux dont la mise sur le marché et l'utilisation avaient été interdites ou strictement réglementées sur leurs territoires, pour que soient fournies des informations pertinentes aux pays importateurs grâce à la mise en place des procédures de notification d'exportation. La prise de conscience mondiale des risques liés au commerce international de certaines substances a finalement donné lieu à l'adoption de la Convention de Rotterdam en 1998, qui a fait du consentement préalable en connaissance de cause une obligation juridique contraignante. En vertu de cet accord, les Parties exportatrices doivent adopter des mesures législatives ou administratives appropriées pour s'assurer que les exportateurs qui relèvent de leur juridiction se conforment aux décisions des Parties importatrices au titre de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause, ainsi que pour garantir qu'un produit chimique inscrit à l'Annexe III de la Convention ne soit pas exporté à partir de leur territoire à destination d'une quelconque Partie importatrice n'ayant pas communiqué sa décision à cet égard. Quelques années plus tard, la Convention de Stockholm a non seulement interdit la production, mais également l'exportation de la plupart des substances qu'elle réglemente, sauf vers les Parties bénéficiant d'une dérogation temporaire d'utilisation de ces substances dans un «but acceptable» et, conformément à des conditions rigoureuses, vers des États importateurs n'ayant pas adhéré à la Convention.

51. **Émissions résultant de l'utilisation diffuse ou généralisée de produits:** parmi les différentes stratégies de réduction des risques liés aux substances dangereuses, il convient également d'inclure les mesures réglementaires adoptées pour limiter l'émission de ces substances dans l'environnement, suite à l'utilisation de produits qui les contiennent. Si le législateur n'a pas considéré nécessaire d'interdire la production et la commercialisation d'une substance, ou encore d'interdire ou de limiter son utilisation en tant que composante de produits mis sur le marché, il a néanmoins estimé pertinent d'imposer aux utilisateurs certaines restrictions afin de réduire au minimum les éventuels effets de la dispersion de ladite substance dans l'environnement. Ainsi, bien que la Convention de Stockholm n'interdise pas la production et l'utilisation de DDT pour la lutte contre les vecteurs, les Parties qui souhaitent bénéficier de cette exception doivent cependant prendre des mesures appropriées pour s'assurer que tout usage destiné à cet effet est maîtrisé afin de garantir que

les rejets intentionnels de cette substance dans le milieu sont réduits au minimum. De nombreuses conventions régionales pour la «protection de l'environnement aquatique» exigent que les Parties contractantes prennent des mesures visant à réduire l'émission de substances dangereuses en provenance de sources décrites comme étant «diffuses» (sources répandues ou généralisées par opposition à des sources ponctuelles telles que les rejets d'effluents), ce qui inclut l'usage des produits. Ces politiques exigent souvent l'application de ce qu'elles appellent les «meilleures pratiques environnementales» (MPE). C'est notamment le cas de la Convention d'Helsinki sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, 1992) qui engage les Parties à élaborer et à mettre en œuvre de MPE<sup>10</sup> afin de réduire les émissions de substances dangereuses à partir de sources diffuses, surtout lorsque la source principale en est l'agriculture.

52. **Élimination de déchets ou de composants de déchets et exportation à cette fin:** il convient qu'une substance ou un produit dangereux qui ne sera probablement pas utilisé(e) soit juridiquement considéré(e) comme un déchet – dans la plupart des cas comme un déchet dangereux – et devrait par conséquent être traité(e) comme tel. Dans ce contexte, il convient cependant de souligner qu'il est important d'établir une relation claire entre la réglementation applicable aux substances dangereuses et celle applicable aux déchets afin d'éviter d'éventuelles lacunes ou carences. La Convention de Stockholm comporte à cet égard des dispositions spécifiques permettant de faire le lien entre ces deux types de réglementations. Elle précise que tous les stocks constitués de substances chimiques réglementées par la Convention ou en contenant, ainsi que les déchets, y compris les produits et articles réduits à l'état de déchets, constitués de substances en contenant, ou contaminés par ces substances, doivent être gérés par les Parties de manière à protéger la santé des personnes et l'environnement. Plus précisément, ils doivent être éliminés de manière à ce que les polluants organiques persistants qu'ils contiennent soient détruits ou irréversiblement transformés et qu'ils ne puissent en aucune circonstance faire l'objet d'opérations d'élimination susceptibles d'aboutir à la récupération, au recyclage, à la régénération ou à la réutilisation de ces substances. Ces déchets ne peuvent être exportés qu'à des fins d'opérations d'élimination écologiquement rationnelle dans le pays de destination, conformément aux dispositions applicables relatives aux mouvements transfrontières de déchets dangereux.

#### IV. Planification du programme des activités menées dans l'exercice du mandat

53. Dans la présente section, le Rapporteur spécial présente les grandes lignes de la démarche qu'il envisage de suivre pour la suite de son mandat. Bien entendu, il s'agit d'une feuille de route provisoire, révisable en fonction d'événements imprévus ou pour tenir compte des discussions au sein du Conseil concernant le présent rapport et les suivants, y compris ceux appelés à être rédigés à l'issue de futures visites de pays.

54. Le Rapporteur spécial a l'intention de mener ses travaux au titre du présent mandat en se fondant sur une double approche: a) une approche thématique horizontale visant à traiter de manière globale un aspect particulier, complétée par b) une approche nationale/régionale verticale incluant des visites sur le terrain dans des pays et institutions régionales/sous-régionales concernés par la gestion des produits chimiques. Il tentera d'établir un équilibre géographique/régional approprié dans le choix de destination de ses

<sup>10</sup> Le concept de MPE a été introduit pour la première fois dans un accord à vocation universelle au niveau de la Convention de Minamata sur le mercure (PNUE, 2013). Cf. art. 2 c).

visites de pays, afin de se rendre dans toutes les régions du monde et dans toutes les catégories de pays durant son mandat (pays en développement et pays industrialisés, États en transition vers une économie de marché, économies émergentes, pays les moins avancés, pays exportateurs de produits chimiques, pays importateurs de produits chimiques, États sans littoral, États du port, petits États insulaires en développement, États membres et non membres d'organisations régionales d'intégration économique, etc.). Conformément à son mandat, il visitera non seulement les pays mais également les sièges et/ou les lieux de réunion des instances de décision d'un certain nombre d'organisations supranationales et/ou intergouvernementales à l'échelle universelle, régionale et sous-régionale appartenant ou non au système de l'Organisation des Nations Unies et jouant un rôle primordial en matière de réglementation des produits chimiques, tels que l'OIT, l'OMS, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'OMI, l'OACI, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE), la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), l'Union européenne, l'Agence européenne des produits chimiques, l'Union africaine (UA), la Commission sur la coopération environnementale (CCE), le Mercado Común del Sur (Marché commun du Sud – MERCOSUR), l'Association des nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN), etc. Dans le cadre de chaque visite spécifique, le Rapporteur spécial s'efforcera, en consultation avec le gouvernement ou l'organisation hôte, de donner à toutes les parties prenantes concernées la possibilité de présenter des éléments probants s'inscrivant dans le champ d'application de son mandat et éventuellement pertinents pour lui permettre de remplir ses missions d'investigation ou de normalisation.

55. Les ressources budgétaires disponibles permettent en principe d'effectuer chaque année deux visites de pays pleinement opérationnelles. La première visite de pays du Rapporteur spécial s'inscrit dans le cadre de l'invitation adressée à son prédécesseur et qui n'a pas pu être honorée par ce dernier. Ainsi, à l'issue de la vingt-quatrième session du Conseil des droits de l'homme, le Rapporteur spécial visitera le Kazakhstan, à une date à convenir avec le pays hôte. Immédiatement après la visite du Kazakhstan, le Rapporteur spécial se rendra au Japon pour y participer à la conférence diplomatique en vue de l'adoption d'un nouveau traité historique sur la gestion des produits chimiques, à savoir la Convention de Minamata sur le mercure, négociée sous les auspices du PNUE. Il saisira cette occasion pour solliciter une invitation de la part des autorités japonaises pour une visite de pays et une réunion bipartite avec une audience publique à Tokyo, ouverte à toutes les parties prenantes. Cette audience devrait permettre aux parties prenantes (y compris les industriels) de soumettre des éléments pertinents au Rapporteur spécial concernant les deux aspects de son mandat, à savoir en matière de présomptions de violations des droits de l'homme résultant d'une gestion non rationnelle des produits chimiques ou des déchets et concernant la formulation de recommandations visant à instaurer de bonnes pratiques, conformément aux paragraphes 2 et 5 de la résolution 21/17 du Conseil des droits de l'homme. En ce qui concerne l'organisation des audiences, le Rapporteur spécial compte recourir à la méthode appliquée avec de très bons résultats par la Commission Brundtland (Commission mondiale pour l'environnement et le développement – CMED) au milieu des années 1980 lors de l'élaboration du rapport historique qui a permis de vulgariser la notion de développement durable et de poser les fondements du Sommet de la Terre de Rio, y compris en ce qui concerne la négociation du Programme Action 21 et de son chapitre 19.

56. Lorsqu'il répondra à une invitation de visite de pays, le Rapporteur spécial s'efforcera d'utiliser de la meilleure manière possible les ressources financières limitées mises à sa disposition en répondant également à des invitations de pays voisins ou d'autres pays limitrophes du pays hôte, afin de donner à sa visite une dimension régionale ou sous-régionale. Il profitera également de ces visites de pays pour se rendre au siège des

organisations internationales pertinentes, qu'elles soient gouvernementales ou non gouvernementales, intergouvernementales ou supranationales. Ainsi, par exemple, le Rapporteur spécial tentera de combiner sa visite à l'AIEA avec une visite de pays en Autriche et sa visite auprès de l'Agence européenne des produits chimiques avec une visite de pays en Finlande.

57. Le recueil d'éléments pertinents et de suggestions pour la formulation de recommandations de bonnes pratiques à inclure par le Rapporteur spécial dans son rapport final à soumettre au Conseil des droits de l'homme commencera effectivement, mais le processus de rédaction de ces recommandations ne sera lancé qu'au cours de la dernière année de son mandat, en tenant compte de l'expérience acquise et des éléments recueillis au cours de ses activités dans le cadre du mandat. Le Rapporteur spécial s'inspirera non seulement des instruments internationaux existants en matière de droits de l'homme et de préservation de l'environnement, ainsi que des accords à vocation universelle dans le domaine de la protection des travailleurs et des consommateurs, mais s'appuiera également sur des instruments régionaux ou sous-régionaux pertinents et sur les normes non contraignantes existantes, rédigées par les nombreuses institutions et organisations agissant au titre de la protection des droits de l'homme et de l'environnement. De même, il sera pleinement tenu compte de la jurisprudence et des pratiques des tribunaux conventionnels des droits de l'homme ou d'autres organismes de surveillance pertinents, tels que les trois tribunaux régionaux des droits de l'homme, la Commission européenne et la Cour de justice de l'Union européenne, le Comité chargé de l'administration du mécanisme chargé de promouvoir l'application et le respect de l'application de la Convention d'Aarhus et les comités de contrôle du respect des dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement (AME), ainsi que des travaux entrepris par d'autres rapporteurs spéciaux et tous les prédécesseurs du présent Rapporteur spécial.

58. Le Rapporteur spécial attend avec intérêt les réactions des membres du Conseil des droits de l'homme à la feuille de route présentée ci-dessus et notamment les éventuels commentaires qu'ils souhaiteraient apporter sur les aspects méthodologiques et l'organisation des visites sur le terrain. Il espère en outre recevoir des invitations pour des visites de pays en provenance du plus grand nombre possible d'États de toutes les régions du monde, ainsi que des suggestions de travail sur le terrain émanant d'ONG et d'autres parties prenantes.

59. Le Rapporteur spécial souhaite conclure son rapport en lançant un premier appel aux ONG, à l'industrie et à toute autre partie prenante pour qu'elles lui soumettent dès que possible des éléments pertinents entrant dans le champ d'application de son mandat.

---